

La Belgique dénonce « une corruption inacceptable »



Le Premier ministre belge Alexander de Croo (ci-dessus) a été le premier responsable européen à réagir, vendredi, à l'enquête Congo Hold-up, déclarant « qu'elle devrait aider le président Tshisekedi à lutter contre la corruption » et ajoutant que « toute forme de corruption était inacceptable ».

M. De Croo, ex-ministre de la Coopération au développement (2014-2020), avait dénoncé dès 2017 un Congo n'étant « pas un Etat, mais un système d'enrichissement personnel ».

Sollicitée, la ministre MR des Affaires étrangères n'a pas souhaité commenter. De son côté, Wouter De Vriendt (Groen), qui présidera ce lundi la première réunion de la commission d'enquête parlementaire consacrée au passé colonial de la Belgique où sera examiné le rapport remis par les experts, a estimé que la commission devrait aussi se pencher sur les faits de corruption actuellement mis au jour. En mission très récemment en RDC, le député PS André Flahaut salue « une enquête journalistique minutieuse qui dévoile une réelle ingénierie financière » : « Les soupçons de corruption ne sont pas nouveaux, c'est un mal permanent qui frappe le Congo, mais aussi beaucoup d'autres pays », assure l'ancien ministre d'Etat. « La préoccupation (de la lutte anticorruption, NDLR) est bien présente parmi les responsables actuels, notamment le président Tshisekedi », poursuit le socialiste.

« J'ai eu la chance de rencontrer des enquêteurs de Congo Hold-up à Kinshasa il y a deux semaines », abonde Samuel Cogolati (Ecolo), qui participait à la même mission parlementaire. « Le courage et la détermination de la société civile congolaise qui se bat contre la corruption forcent le respect. Les jeunes Congolais veulent changer les choses. Le rôle des parlementaires belges sera donc de non seulement soutenir celles et ceux qui veulent construire un Etat de droit indépendant en RDC, mais aussi de faire toute la lumière sur les

possibles liens entre des entités belges et le système de corruption révélé par Congo Hold-up », ajoute M. Cogolati. Georges Dallemagne salue une enquête « qui pourrait être salutaire pour l'avenir du Congo ». « La population congolaise est une des plus misérables de la planète (...). La kleptocratie de certains de ses dirigeants et la corruption sont largement responsables de ce drame lorsqu'on sait la richesse gigantesque du sol et du sous-sol congolais (...). La Belgique injecte chaque année une centaine de millions d'euros dans sa coopération avec le Congo : (...) je demande une enquête de la justice belge pour vérifier que des fonds de la coopération belge n'ont pas été détournés à des fins d'enrichissement personnel. »

Interrogée vendredi, la ministre de la Coopération, Meryame Kitir (Vooruit), qui se rend en RDC cette semaine, dénonce elle aussi « une forme inacceptable de corruption ». Cependant, « il n'y a actuellement aucune indication que de l'argent belge destiné à la coopération au développement ait été volé dans ce contexte », ajoute-t-elle. « Personnellement, j'insiste pour que nos ressources aillent le plus possible aux gens eux-mêmes. »

Aux Etats-Unis, le diplomate américain Herman Cohen s'est montré optimiste, déclarant que « le président Tshisekedi allait récupérer les millions de dollars volés au trésor public par la famille Kabila ». Sans surprise, le « camp Kabila », par la voix d'une conseillère en communication, a dénoncé « une fixation haineuse » sur la personne du président honoraire, qu'elle qualifie de « Kabila bashing ». Interrogé par le consortium Congo Hold-up, un porte-parole officiel de Joseph Kabila a cependant précisé que ce communiqué n'émanait pas de l'ex-président lui-même. Comme au cours des dernières semaines, confronté à de nombreuses questions, Joseph Kabila choisit la stratégie du silence.

C.B., L.Co.

RAPPORT

La démocratie est en recul dans le monde

Les régimes autoritaires ou populistes ont le vent en poupe... Et la crise du covid n'a rien arrangé.

FRÉDÉRIC FAUX
CORRESPONDANT À STOCKHOLM

L'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (Idéa), basé à Stockholm (Suède), qui fait le point tous les deux ans et depuis 1977 sur la situation dans 165 pays, tire le signal d'alarme : en cinq ans, le nombre de démocraties dans le monde est passé de 104 à 98, certains pays comme la Birmanie ou le Soudan renouant avec l'autoritarisme. Et le tableau n'est pas plus brillant lorsqu'on prend en compte non seulement des élections libres, mais aussi l'accès à une protection sociale basique, l'absence de corruption, une justice et des médias indépendants, qui sont aussi des conditions de la démocratie. Le Brésil, l'Inde et même les Etats-Unis de Trump ont rejoint la liste des démocraties « en recul », qui n'a jamais été aussi longue. Si l'on y ajoute les régimes autoritaires, ce sont aujourd'hui les deux tiers de la population mondiale qui sont privés de « vraie » démocratie.

La crise du covid est une des causes de cette dégradation. Du jour au lendemain, de nombreux pays ont dû trouver des solutions pour tenir des élections malgré l'épidémie, et certains dirigeants ne se sont pas privés de les annuler. Mais ce n'est pas tout. Pour Kevin Casas-Zamora, secrétaire général de l'Idéa, des autocrates se sont aussi servis du covid pour « intensifier leur répression » et « réduire au silence les critiques », notamment en Biélorussie, à Cuba, au Nicaragua ou au Venezuela. « Dans le contexte de la pandémie », poursuit-il, « beaucoup de pays démocratiques ont aussi adopté des mesures visant à restreindre les libertés fondamentales. »

Des pistes pour le Sommet de la démocratie

Ce déclin de la démocratie, cependant, a commencé bien avant le covid. Si le mouvement démocratique a connu un pic au début des années 90, après la chute du Mur de Berlin, l'érosion a ensuite été continue et s'est accélérée avec la crise financière de 2007-2008. Depuis 2016, et pour la cinquième année consécutive, les pays se dirigent vers la démocratie sont moins nombreux que ceux qui s'en éloignent. Outre le Brésil et l'Inde, on y trouve la Turquie ou le Nicaragua, tenus d'une main de fer par Recep Tayyip Erdogan et Daniel Ortega, mais aussi trois nations européennes : la Hongrie, la Pologne et la Slovaquie, cette dernière assurant même la présidence du Conseil de l'Union européenne jusqu'à la fin de l'année. Pour Kevin Casas-Zamora, cette crise



Les Etats-Unis de Trump et le Brésil de Bolsonaro ont rejoint la liste des démocraties « en recul », qui n'a jamais été aussi longue. © TOM BRENNER/REUTERS

Trois questions à Seema Shah (Idéa)

Seema Shah est en charge du rapport de l'Idéa sur la démocratie dans le monde.



© DR

Quelles sont les raisons de ce déclin de la démocratie depuis les années 90 ? Cela correspond à la montée du populisme, mais surtout à celle des réseaux sociaux, qui ont contribué à la désinformation, au renforcement des extrémistes. Ces réseaux ont donné aussi des outils aux régimes autoritaires pour contrôler leur population et pour mener des campagnes de désinformation transnationales destinées à influencer l'opinion dans d'autres pays. Quand les gens ne peuvent plus faire la différence entre ce qui est un fait et ce qui ne

l'est pas, vous touchez à l'un des fondements de la démocratie. L'exemple le plus connu est celui de Trump aux Etats-Unis.

Le covid a-t-il aussi pesé ? Oui. Les démocraties les plus faibles ont été les plus touchées, et 45 % d'entre elles ont eu des comportements problématiques pendant la pandémie en prenant des mesures qui n'avaient pas de limites dans le temps, qui n'étaient pas proportionnées ou étaient même illégales. Par exemple, au Sri Lanka, le gouvernement a décrété qu'il était interdit d'enterrer les morts du covid car cela pouvait contaminer la nappe phréatique. Dans d'autres pays, on a abusivement limité la liberté de réunion ou on a utilisé des applications qui empiétaient sur la

vie privée.

Dans votre rapport, les seules bonnes nouvelles sont l'alternance réussie en Zambie ou la libéralisation progressive en Ouzbékistan. Y a-t-il d'autres raisons d'espérer ?

Le covid a été l'occasion dans de nombreux pays de développer le vote anticipé, par correspondance ou par procuration, pour mieux atteindre les électeurs, avec une mention spéciale pour la Corée du Sud où les candidats ont pu faire campagne par le biais de la réalité virtuelle et où même les confinés et les hospitalisés ont pu voter. Cette crise a aussi montré que les régimes autoritaires, qui par ailleurs minimisent leurs chiffres de mortalité, n'étaient pas plus efficaces que les démocraties pour vaincre la pandémie.

incontestable peut cependant être aussi l'occasion de « repenser entièrement les liens entre les citoyens et leurs institutions, d'expérimenter de nouvelles formes de délibérations ». Quelques exemples sont donnés dans le rapport de l'Idéa : comme l'Autriche, qui a abaissé le droit de vote à 16 ans pour augmenter la participation ; les Pays-Bas, qui ont imposé un code de conduite sur la publicité politique, signé par les partis et les réseaux sociaux ; ou la création « d'assemblées citoyennes » dans maintenant 25 pays.

Autant de pistes qui pourront aussi être explorées lors du Sommet de la démocratie que le président américain Joe Biden a convoqué pour les 9 et 10 décembre prochains.